

Frédéric Poletti

[REDACTED]

20200 Bastia

Bastia, le 14/04/2025

À: Monsieur le Préfet de Haute-Corse  
Préfecture de Haute-Corse  
Rond-point Maréchal Leclerc  
20401 Bastia

*Copie pour information à :*

Monsieur le Président  
Chambre régionale des comptes de  
Corse  
Quartier de l'Annonciade  
CS 60305  
20297 Bastia Cedex

**Objet Signalement d'irrégularités présumées dans les délibérations budgétaires votées par le conseil municipal de Bastia le 10 avril 2025**

Monsieur le Préfet,

Je me permets, en ma qualité de **citoyen et contribuable de la commune de Bastia**, d'attirer personnellement votre attention sur des faits susceptibles de constituer **une atteinte au principe de sincérité budgétaire** et à la régularité des actes administratifs votés par le conseil municipal lors de sa séance du 10 avril 2025.

Ce jour-là, la Ville de Bastia a adopté deux délibérations relatives au projet de rénovation du théâtre municipal et du conservatoire :

1. Une délibération (rapport n°10) portant approbation d'un **plan de financement à hauteur de 31,4 millions d'euros hors taxes**, financé à 80 % par des partenaires publics, dont l'État;
2. Une délibération (rapport n° 21) portant sur la révision des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement inscrivant au budget de la commune **une autorisation à hauteur de 42,1 millions d'euros TTC pour le même projet** (opération THEATR17).

À cela s'ajoute le fait que le **Compte Financier Unique (CFU) 2024** lui-même mentionne, pour ce même projet, une somme de **42 522 826 € TTC**, ce qui confirme que **l'engagement réel de la commune dépasse largement les montants publiquement annoncés**.

Aucune explication n'a été apportée sur cet **écart de près de 10 millions d'euros**, ni dans les documents soumis au vote, ni dans les débats.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que la Ville est parallèlement engagée dans :

- Le portage foncier du Cézanne (21,5 M€), à rembourser à l'Office Foncier de la Corse d'ici 2027,
- Le projet gelé de l'îlot de la Poste (3,8 M€ déjà dépensés),
- Une DUP foncière pour le futur hôpital, susceptible d'engager la Ville pour au minimum 6,5 M€ d'indemnités d'expropriation.

Le Compte Financier Unique 2024, qui accompagne ces décisions, est incomplet au regard de l'instruction budgétaire et comptable M57.

De nombreuses annexes réglementaires manquent, notamment l'état de la dette et le tableau des engagements hors bilan.

Ces éléments combinés posent des questions sérieuses :

- sur la **sincérité des documents budgétaires** présentés aux élus,
- sur la **transparence de l'information** à l'égard du public,
- sur la **soutenabilité financière de la commune** à moyen terme.

Cette alerte s'inscrit dans un **contexte déjà préoccupant**. La situation de trésorerie de la Ville de Bastia a fait l'objet d'un **signalement officiel en 2021**, par un courrier **cosigné par votre prédécesseur, Monsieur François Ravier et le directeur départemental des finances publiques**.

Elle fait également écho aux **préoccupations exprimées par la Chambre régionale des comptes de Corse**, dans son rapport de 2021 sur la gestion de la commune, qui soulignait déjà la **fragilité structurelle des finances de Bastia** et le risque que **le niveau élevé d'investissement ne soit plus compatible avec les charges courantes**.

**Ces alertes renforcent la nécessité d'un contrôle vigilant sur les engagements pluriannuels actuels**

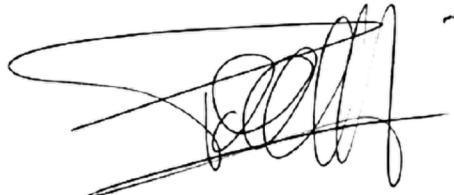
**En vertu de votre mission de contrôle de légalité**, je vous serais reconnaissant :

- d'examiner la régularité des délibérations concernées,
- le cas échéant, d'envisager **une saisine du tribunal administratif**, ou **d'enjoindre à la commune de les retirer volontairement**.

Ce signalement est également adressé, pour information, à la **Chambre régionale des comptes de Corse**, compétente pour apprécier **la soutenabilité budgétaire** des engagements pluriannuels des collectivités.

Je me tiens à votre disposition pour tout complément, et vous remercie pour l'attention que vous porterez à ce signalement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations respectueuses.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "P. GARRIGOU".